

médicaments, et si des guerres éclatent pour régler de vieux griefs ou établir de nouvelles frontières. Le résultat final pourrait n'être qu'un pastiche du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes (...)

À ceux qui diront que, l'URSS s'étant effondrée comme superpuissance, nous pouvons désormais ne penser qu'à nous-mêmes, il n'y a qu'une chose à répliquer : nos intérêts autant que nos valeurs commandent notre engagement. Les membres du G-7, le groupe des sept principaux pays industrialisés, ont le devoir de prendre l'initiative (...) Nous avons tendu un rameau d'olivier à l'ancienne Union soviétique; nous devons aussi lui lancer une bouée de sauvetage (...)

Le test le plus difficile pour les dirigeants des nouvelles démocraties est qu'ils doivent composer avec les attentes croissantes de leurs populations; s'ils ne parviennent pas à livrer la marchandise, la démocratie sera mise en échec et nous pourrions dire adieu à nos plus grands espoirs de paix et de prospérité durable.⁸

Interrogé à la Chambre des communes sur la réaction du gouvernement face à la formation de la CEI, le premier ministre déclarait que, s'il était positif que les Républiques veuillent travailler ensemble, il fallait néanmoins rester prudent. Le principal souci du Canada était le maintien de la stabilité politique en URSS. Les armes nucléaires stationnées dans les différentes Républiques, les pénuries d'aliments et de médicaments, les éventuels problèmes avec des minorités et les possibles différends frontaliers constituaient également des sujets de préoccupation.⁹

Dans une allocution prononcée à l'Université Johns Hopkins en mai 1992, soit quatre mois après la formation de la CEI, M. Mulroney expliqua qu'il était dans l'intérêt de l'Occident de réagir sans hésiter face à la situation dans l'ancienne Union soviétique.

(...) Pourtant, nous courons actuellement le danger de laisser notre propre épuisement face au changement écraser l'enthousiasme qui nous a d'abord submergés lorsque le Mur de Berlin est tombé, et fausser notre jugement sur nos propres intérêts à long terme. Je crois que jusqu'ici, la réponse collective de l'Ouest a été hésitante et timide, et certainement pas à la mesure des besoins exprimés et de l'occasion qui nous est offerte. Le leadership n'est pas sans coûts. Mais le coût du Plan Marshall a été beaucoup plus élevé que les transferts effectués jusqu'ici à l'ancienne Union soviétique et l'investissement a été remboursé mille fois (...)

⁸ Cabinet du premier ministre, «Notes pour une allocution du premier ministre Brian Mulroney à l'occasion des cérémonies du centenaire, Université Stanford», *Déclaration*, 29 septembre 1991, p. 2, 3 et 4.

⁹ *Débats de la Chambre des communes*, 10 décembre 1991, p. 6085 et 6088-6089.